

Envoyé en préfecture le 12/04/2021

Reçu en préfecture le 12/04/2021

Affiché le

ID : 029-242900801-20210412-DCC2021_043-DE



PACTE DE GOUVERNANCE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LANDERNEAU- DAOULAS

PROPOS INTRODUCTIF

Fidèles aux valeurs mutualistes qui irriguent le territoire, les vingt-deux communes et la Communauté cultivent depuis plus de vingt ans une vision partagée de l'avenir et entendent construire ensemble les réponses aux défis présents et à venir avec le souci constant et renouvelé de l'intérêt général.

Territoire de coopérations et de projets, bassin d'initiatives coordonnées reposant sur une ambition collective, le Pays de Landerneau Daoulas est légitimement le cadre de dialogue fédérateur, dans lequel les identités et les spécificités de chacun des membres trouvent à s'exprimer et où l'intelligence territoriale prévaut au service de la population.

Fortes de cette volonté de travailler ensemble, la Communauté et les communes élaborent leur projet de territoire, formalisant ainsi une vision commune et partagée des grands enjeux stratégiques du territoire. Cette démarche mobilise tous les élus communautaires et municipaux.

Les principaux objectifs du projet de territoire sont de :

- Fédérer les communes membres autour d'un projet commun,
- Définir les orientations majeures et les stratégies,
- Rassembler les acteurs du territoire,
- Légitimer et renforcer l'intercommunalité,
- Mieux faire connaître l'institution et la rendre visible,
- Anticiper les changements à venir,
- Préparer les contractualisations avec les partenaires institutionnels,
- Orienter les politiques publiques de la Communauté.

Le pacte de gouvernance constitue le volet organisationnel de ce projet de territoire, permettant sa mise en œuvre de manière efficace et collective. Le pacte de gouvernance est un instrument d'organisation de la vie institutionnelle de l'intercommunalité et du processus décisionnel, avec pour objectif d'associer les élus communautaires et municipaux.

I – L'EVOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ

La constitution de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas

La Communauté est la résultante du regroupement de deux SIVOM préexistants (SIVOM de la région de Landerneau et SIVOM de la région de Daoulas), avec la commune de Le Tréhou. Elle a été créée par arrêté préfectoral du 26 décembre 1994 avec effet au 1^{er} janvier 1995.

Conçue à une échelle qui n'est pas la simple transposition d'un syndicat intercommunal suite à la volonté conjuguée des élus locaux et de l'Etat, elle se positionne d'emblée en intercommunalité de projets intervenant sur un bassin de vie regroupant 22 communes.

L'évolution de la Communauté

Depuis sa création, la Communauté a affirmé son rôle stratégique en matière d'aménagement du territoire et de développement économique. Elle s'est dotée d'un programme local de l'habitat et d'un plan local d'urbanisme intercommunal ; elle a défini sa stratégie de développement économique, renforcé son champ d'interventions et son schéma de développement touristique pour accompagner l'ensemble des acteurs économiques... La Communauté déploie pleinement des politiques publiques d'attractivité, à la fois économique et résidentielle.

A ces compétences fondatrices sont venus s'ajouter des transferts de compétences successifs qui font aujourd'hui de la Communauté un acteur majeur du développement territorial mais aussi de la gestion des services à la population (cf. les statuts de la Communauté). Moteur en matière d'environnement, la Communauté s'investit pleinement dans la réduction et l'amélioration du traitement des déchets ; elle développe notamment des équipements photovoltaïques et a créé un réseau de chaleur, devenant ainsi fournisseur d'énergie renouvelable. La Communauté exerce la compétence assainissement non collectif depuis le 1^{er} janvier 2006 et la compétence assainissement collectif depuis le 1^{er} janvier 2013. En 2018, les communes ont transféré à la Communauté l'exercice de la compétence eau potable à compter du 1^{er} janvier 2019. La création du CLIC en 2013 constitue un premier pas vers une véritable compétence sociale de la Communauté. Celle-ci s'est développée depuis avec la signature du Contrat Local de Santé (prévention et parcours de soins). Suite à la promulgation de la loi d'orientation des mobilités (LOM) fin 2019, la Communauté se prépare à un éventuel transfert de la compétence mobilités en 2021.

La Communauté porte également des équipements structurants sur le territoire : le centre aquatique Aqualorn, le centre nautique de Moulin Mer, le site de Gorre Menez, La Cimenterie, le centre de transfert des ordures ménagères, les zones d'activités...

Enfin, la Communauté agit avec une volonté affirmée de solidarité au bénéfice des communes membres et du territoire dans son ensemble : développement des mutualisations de services, ingénierie de proximité, réflexion sur la redéfinition du pacte de solidarité fiscal et financier

II – INSTANCES ET ORGANISATION DE LA COMMUNAUTÉ

La Communauté se donne comme priorité d'associer et de renforcer le lien avec les communes de son territoire sur ses projets les plus emblématiques : tout projet important et fédérateur du territoire implique ces collectivités et leurs représentants.

2.1 Les organes politiques de la Communauté de communes sont notamment :

- Le conseil de Communauté est l'assemblée délibérante et la principale instance de décision politique. Elle a en particulier en charge de définir les grandes orientations politiques.
- Le Président oriente les politiques communautaires, préside le Bureau, la conférence des maires et le conseil de Communauté ; il met en œuvre les grandes décisions et orientations adoptées, il prépare et exécute les délibérations et décisions de Bureau, et représente la Communauté.
- Le Bureau communautaire reflète la pluralité et la représentativité du territoire. Il joue un rôle aussi bien de gestion opérationnelle que de prospective.
Le Bureau reçoit des délégations du conseil de Communauté, en particulier dans un souci de réactivité de l'action publique.
Le Bureau participe à la préparation des ordres du jour des conseils de Communauté et des diverses commissions.
- La conférence des maires est composée du Bureau et de l'ensemble des maires.
Elle est le lieu privilégié pour les débats, le partage et les échanges sur les dossiers en lien avec les communes, ou en amont des projets soumis aux instances de décision communautaires.
- Les commissions thématiques sont le lieu privilégié de travail et d'échanges entre les conseillers communautaires sur les dossiers de la Communauté, et en particulier les projets de délibération.
Chaque conseiller communautaire a la faculté de participer sans droit de vote, aux travaux de toute commission autre que celle dont il est membre.
- La commission plénière se compose de l'ensemble des membres des commissions thématiques.
Le président en fixe l'ordre du jour et adresse les convocations.
- La commission plénière élargie se compose de l'ensemble des membres des commissions thématiques ainsi que de l'ensemble des maires. Le président en fixe l'ordre du jour et adresse les convocations.
- Les conférences territoriales des maires sont créées selon les périmètres géographiques indiqués ci-dessous. Chaque conférence est présidée par un vice-président désigné par le Bureau communautaire.
Les conférences territoriales des maires sont informées des principales décisions et orientations données par le Bureau communautaire et sont consultées lors de l'élaboration des politiques communautaires.
Le maire peut être accompagné par un conseiller municipal de son choix.

Conférence du plateau	territoriale	Conférence du centre	territoriale	Conférence territoriale du sud
La Martyre La Roche-Maurice Le Tréhou Ploudiry Saint-Eloy Tréflévénez		Dirinon La Forest-Landerneau La Roche-Maurice Landerneau Lanneuffret Pencran Plouédern Saint-Divy Saint-Thonan Trémaouezan		Daoulas Dirinon Hanvec Irvillac L'Hôpital-Camfrout Logonna-Daoulas Loperhet Saint-Eloy Saint-Urbain

- Les séminaires organisés sur le territoire réunissent l'ensemble des conseillers municipaux sur des thèmes retenus en fonction de l'actualité communautaire.
 Les élus communaux s'approprient et contribuent à l'élaboration des documents proposés par la Communauté, tels que le projet de territoire, le PLUi, le PLH, les transferts de compétence.
 Tout projet structurant doit être l'expression des réalités du territoire.

Le Conseil de développement :

Il s'agit d'un organe consultatif créé par le conseil de Communauté et placé auprès de lui. Le conseil de développement est un espace de dialogue, d'expression libre et argumentée qui favorise l'appropriation des enjeux territoriaux et des choix collectifs. Il concourt ainsi au développement des pratiques participatives à l'échelle du pays de Landerneau-Daoulas, à celui de la participation aux questions d'intérêt général et à la construction d'un dialogue public renouvelé au service de la vie de tous les habitants du territoire. Il partage et diffuse des connaissances sur les questions communautaires.

La composition du conseil de développement doit être une représentation de la diversité de la « société civile organisée ». Le conseil de développement est organisé sur la base de quatre collèges, afin d'établir différentes catégories de membres :

- le collège « organismes économiques »
- le collège « secteur santé, social, solidarités, familial »
- le collège « enseignement, formation, éducation, culture, sport »
- le collège « cadre de vie, environnement »

2.2 Les objectifs à poursuivre en matière d'égalité représentation des femmes et des hommes au sein des organes de gouvernance et des commissions

La Communauté s'engage à favoriser la parité au sein du Bureau communautaire et dans ses autres instances.

III – ACTIONS EN APPUI DES COMMUNES

3.1 Conditions dans lesquelles sont prises les décisions du conseil de Communauté dont les effets ne concernent qu'une seule commune du territoire

Pour rappel, l'article L.5211-57 dispose que « *Les décisions du conseil d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du conseil municipal de cette commune. S'il n'a pas été rendu dans le délai de trois mois à compter de la transmission du projet de la communauté, l'avis est réputé favorable. Lorsque cet avis est défavorable, la décision est prise à la majorité des deux tiers des membres du conseil de l'établissement public de coopération intercommunale* ».

Aussi, mention sera faite dans les visas des projets de délibération concernés de l'avis du conseil municipal concerné.

3.2 Conditions dans lesquelles la Communauté peut, par convention, confier la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs de ses communes membres

Il est entendu que les compétences de la Communauté doivent s'exercer à l'échelon le plus pertinent. En conséquence, la Communauté s'engage à étudier la possibilité de voir exercer certaines de ses missions directement par les communes, là où cela semble le plus pertinent et lorsque la loi le permet.

3.3 Conditions dans lesquelles le président peut déléguer au maire d'une commune membre l'engagement de certaines dépenses d'entretien ainsi que l'autorité fonctionnelle sur les services dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services

De la même manière que pour le point précédent, la Communauté se réserve le droit de confier la mise en œuvre de certaines de ses missions à une ou plusieurs communes, que ce soit à son initiative ou à celle d'une ou de plusieurs communes membres, et lorsque la loi le permet.

3.2.5 Politiques de fonds de concours au bénéfice des communes

La Communauté intervient auprès des communes par la voie de fonds de concours selon les modalités suivantes :

- la participation aux acquisitions des emprises, aux travaux de création, d'aménagement et d'entretien des sentiers de randonnées retenus dans le cadre du schéma communautaire arrêté par l'assemblée délibérante,

- la participation à la réalisation (acquisition, construction ou réhabilitation) de tout équipement touristique dont l'utilité dépasse manifestement le cadre communal (ports, campings, gîtes d'étapes...),
- la participation aux travaux d'aménagement, de construction ou de réhabilitation d'équipements sportifs spécialisés et/ou mutualisés dont l'utilité est avérée dans le cadre d'un schéma communautaire arrêté par l'assemblée délibérante,
- la participation à la création, l'aménagement ou l'entretien des voiries dont l'utilité dépasse manifestement le cadre communal. Répondent à ce critère, les voiries permettant l'accès direct aux équipements communautaires et dont le trafic est généré à plus de 80% par une activité communautaire directe ou indirecte,
- les missions en matière d'équipements intercommunaux se définissent comme suit : la participation à la réalisation (acquisition, construction ou réhabilitation) de tout équipement (hors ceux relevant de budgets annexes industriels et commerciaux) tel que précisé ci-après :
 1. les équipements spécifiques dont l'utilité est avérée dans le cadre d'un schéma communautaire arrêté par l'assemblée délibérante,
 2. les équipements réalisés dans le cadre d'une convention d'équipement portée par au moins trois communes (la participation de chaque commune devra être calculée en fonction de critères équilibrés). Le fonds de concours communautaire ne bénéficiera qu'aux communes membres.

3.2.6 Missions d'accompagnement au bénéfice des communes

- Accompagnement technique dans le cadre des projets d'investissement

Depuis 2011, la Communauté a mis en place un service d'assistance technique aux communes afin de pallier le désengagement de l'Etat du dispositif ATESAT (assistance technique de l'Etat pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire).

Elle accompagne les communes dans leurs projets d'investissement, en matière de bâtiments/infrastructures (délibération n° 2011-132 du 11 février 2011) et d'entretien et gros entretien de voirie (délibération n°2013-134 du 13 décembre 2013), nécessitant ou non l'intervention d'un maître d'œuvre.

Les communes peuvent ainsi solliciter l'appui technique des services de la Communauté pour :

- définir un programme d'investissement,
- établir les pièces techniques et, dans certains cas, l'analyse pour la consultation des entreprises,
- assurer le suivi des travaux,
- les assister pendant les opérations de réception des travaux,
- réaliser des diagnostics en matière de voirie.

Une convention est alors établie, définissant l'étendue de la mission et les conditions financières de l'intervention sur la base de forfaits.

○ Accompagnement à la passation des marchés publics

Dans le cadre de l'élaboration du schéma de mutualisation adopté par le conseil de Communauté du 11 décembre 2015, les communes ont sollicité une prestation d'accompagnement à la passation des marchés publics d'un montant supérieur à 90 000 € HT.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, les communes peuvent ainsi faire appel au service commande publique de la Communauté pour :

- les conseiller sur les procédures à mettre en œuvre,
- rédiger l'ensemble des pièces administratives nécessaires,
- assurer le suivi des procédures de mise en concurrence,
- les assister en cours d'exécution des marchés et au moment de la réception des travaux.

Cette prestation fait l'objet d'une convention qui définit l'étendue de la mission et les conditions financières de l'intervention sur la base d'un taux horaire.

Cette prestation a été étendue en 2017, de manière à permettre aux communes qui en font la demande, de solliciter un accompagnement à la passation de leurs marchés quel que soit le montant.

○ Instruction des autorisations d'urbanisme

Le 1^{er} juillet 2015, la loi ALUR a mis fin à la mise à disposition gratuite des services de l'État à la plupart des communes compétentes en matière d'instruction des actes liés à l'application du droit des sols (ADS) dès lors qu'elles appartiennent à une communauté de 10 000 habitants et plus alors qu'auparavant, seules les communes de plus de 10 000 habitants ne pouvaient pas bénéficier de cette aide à titre gracieux.

Cette évolution se traduit concrètement par l'abandon des missions d'instruction des autorisations de construire effectuées par la direction départementale des territoires et de la mer pour le compte des communes autres que Landerneau qui sont membres de la communauté de communes du pays de Landerneau Daoulas.

Aussi, afin de préserver un développement harmonieux au sein de ces communes et de garantir la sécurité juridique des actes que les maires sont appelés à signer en matière d'urbanisme, la Communauté, en concertation avec les communes concernées, a élaboré une proposition de gestion mutualisée de l'instruction du droit des sols par la mise en place d'un service commun Application du droit des sols (ADS).